

Les limites de l'Occident sur la légitimité de sa puissance

Depuis plus de trente ans nous évoluons dans un monde multipolaire, où les actions des groupes gouvernementaux ou non gouvernementaux peuvent nous sembler illisibles. Pour arriver à comprendre notre environnement, nous avons repris la métaphore du théoricien Zbigniew Brzezinski¹, selon laquelle le monde ne serait d'un échiquier où chaque puissance use de son influence. L'objectif de la théorie de Brzezinski est d'éviter l'émergence d'une puissance européenne, pour ce faire il inscrit dans sa stratégie d'influence que toute action contre les États-Unis irait à l'encontre des « *intérêts fondamentaux de l'humanité* ». Dans un contexte d'hypermédiatisation, d'accès à l'information en instantané, et des chaînes d'informations en continue, il est important de définir qu'est-ce que l'influence.

L'influence peut être définie comme les méthodes de gestion de l'information utilisée dans le but de persuader, dissuader, neutraliser, ou encore convaincre une audience. Pour arriver à ce but les actions peuvent aller de l'encouragement, la peur, la mise en confiance, ou l'assistance. En complément de la communication, des actes physiques peuvent être nécessaires pour accompagner le message ou le renforcer, tels que les actions économiques, diplomatiques, culturelles, militaires ou encore de psychologie cognitive. La mise en place d'une stratégie d'influence, implique la démonstration de la puissance sous toutes les formes possibles.

Les limites de l'influence par la légitimité

Le monde occidental et l'alliance hétérogène de circonstance alliant « *soft power* » et « *smart power* », semble construire l'ensemble de sa stratégie d'influence sur le champ de la légitimité, ce qui implique de fait un jugement de valeur entre le bon et le mauvais, le bien et le mal, le moral et l'immoral. Cette approche est limitée par l'inhomogénéité des cultures, et l'asymétrie de l'éthique dans les zones d'audience cible. Le décryptage et l'imprégnation de la légitimité entraîne soit une lenteur dans l'opération d'influence, soit une confusion des messages.

L'exemple le plus récent reste la lutte de l'alliance de circonstance (comprenez le « monde occidental ») contre l'islamisme radical, connue sous le nom de DAECH². Afin d'éviter la promotion de cette idéologie radicale nous retiendrons simplement les fondements criminels et sanguinaires de ce groupe terroriste. En effet, le groupe sectaire DAECH interdit toutes formes de religions autres que le sunnisme wahhabite djihadiste. Appliquant la charia, la décapitation, la lapidation, la mutilation des voleurs, ou encore l'assassinat d'homosexuels. La lutte contre ces idéologies inhumaines est des plus sensés, fondés, et justifiés. Les chaînes d'informations en continu relaient les commentaires expliquant les crimes contre l'humanité et l'épuration ethniques commise par ce groupe terroriste.

Une sensibilité se développe, se propage, se diffuse, notamment en relation aux minorités religieuses, plus particulièrement au sujet des chrétiens d'Orient et des yazidis. Malheureusement le cycle de vie de l'indignation est extrêmement court, et rapidement les

¹ Zbigniew Brzezinski, *Le grand échiquier*, Paris, Fayard, 2011.

² Appelé aussi EI, ISIS.

médias balayeront ces drames, comme l'écrivait Paul Valéry « *Les évènements ne sont que l'écume des choses, ce qui m'intéresse, c'est la mer.* »

Outre l'extrême violence de ces groupes, et l'ultime barbarie de cette mouvance médiatisée depuis 2012, l'opinion publique se pose la question suivante : Qui sont ces gens ?

Dès 2014, l'ex-amiral de l'Otan James Stavridis explique sur NBC : « *Ces riches Arabes sont à l'AQI³ ce que sont les 'business angels' aux start-up technologiques, sauf qu'ils aident à démarrer des groupes qui veulent attiser la haine* »

La guerre d'influence et l'argument de la légitimité perd très vite de sa valeur, les capitales occidentales se questionnent non sans fondement, sur une guerre contre des barbares qui appliquent les méthodes les plus immorales, atroces et sanguinaires. Alors que nous commerçons, discutons, avec des gouvernements qui à l'image de l'Arabie Saoudite, applique la charia interdisent toutes formes de religions autres que le sunnisme dans sa forme la plus rigoriste, utilise la décapitation, la lapidation, la mutilation des voleurs, institutionnalise la misogynie ou encore l'assassinat d'homosexuels.

La confusion se crée alors entre les ennemis de l'occident, et les gouvernements « alliés » adoptant les mêmes méthodes. Depuis le début 2018, soit en cinq mois, le pouvoir saoudien aurait décapité 48 personnes, cela dans le quasi silence médiatique.

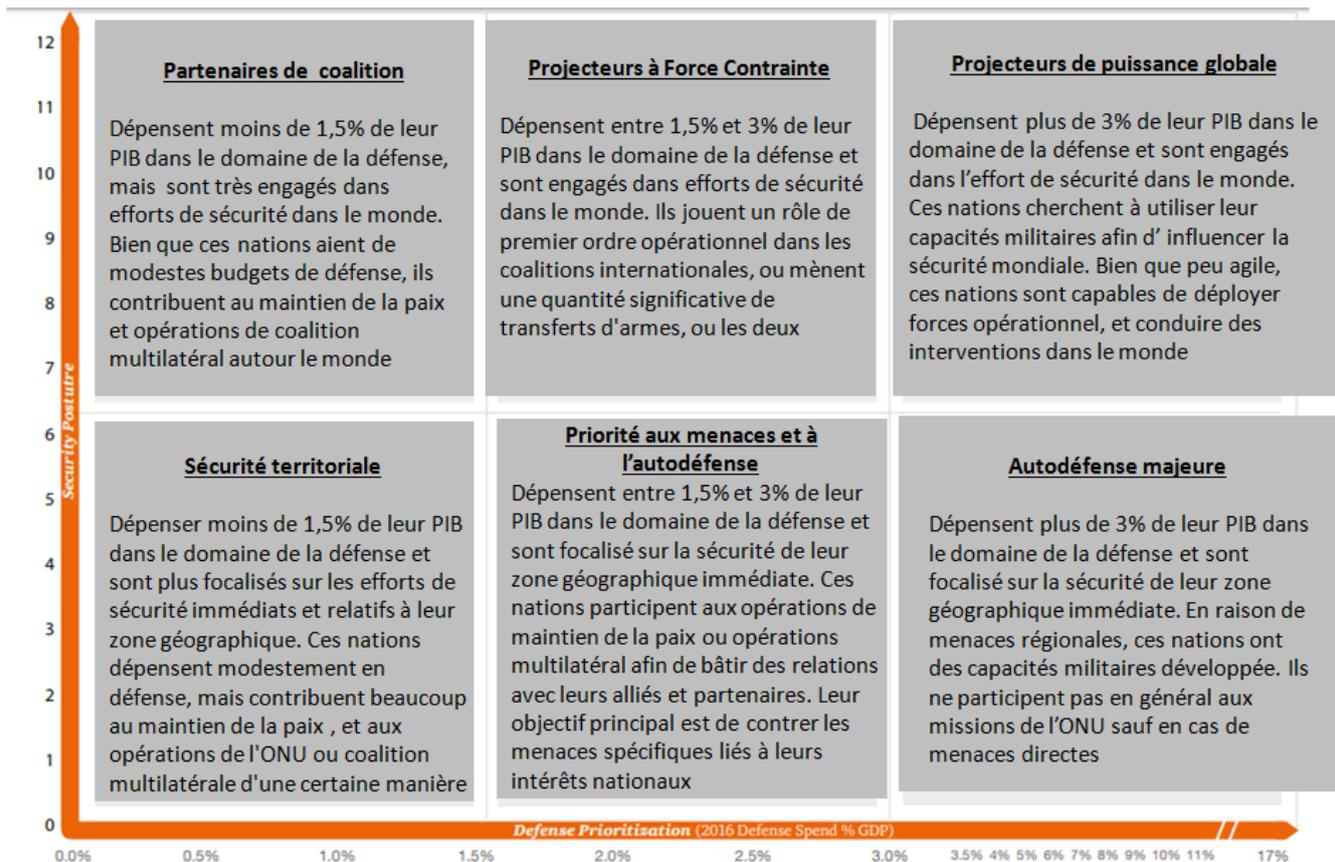
En décembre 2015, la BBC questionne, Doit-on blâmer l'Arabie Saoudite pour l'état islamique ? La stratégie d'influence des démocraties occidentales, sont d'autant plus mise à mal que le silence médiatique décredibilise la morale. A l'image de la condamnation à la décapitation d'un adolescent qui à l'époque des faits auraient manifesté contre le régime, c'est le cas d'Ali Mohammed al-Nimr. Ce jeune saoudien chiite de 21 ans, à été condamné à être décapité avant que son corps ne soit crucifié.

Malheureusement les exemples ne manquent pas, comme celui du blogueur saoudien Raif Badawi, emprisonné depuis 2012 et condamné à passer dix ans en prison pour « déloyauté envers le souverain », « atteinte au pouvoir judiciaire » et « création d'une organisation non autorisée », ainsi qu'à 1000 coups de fouet comme nous pouvons le voir sur cette vidéo. Enfin, pour conclure sur la non pertinence d'une influence basée sur la légitimité, le Royaume d'Arabie Saoudite fut nommé en 2015, à la tête de la commission consultative de l'ONU pour les droits de l'Homme. Et plus récemment, en Avril 2017, le Royaume d'Arabie Saoudite à intégré la commission de l'ONU des droits des femmes. La manipulation des organismes internationaux est revers de l'influence par la légitimité.

La contrainte et la force comme outil d'influence

En appui des opérations d'influence, l'installation, la coopération, et la mise à disposition des forces armées ont pour but de créer les conditions favorables à une victoire à moindre cout. Les champs de ces victoires sont multiples, à la fois économiques, diplomatiques, culturelle, ou encore militaires. En 2015, le cabinet PWC créer une matrice afin de lire les capacités et les objectifs des puissances militaires (Cf Tableau 1).

³ Al Qaeda en Iraq.



<https://www.pwc.com/gx/en/government-public-sector-research/pdf/global-defense-perspectives-2017.pdf>

Tableau 1 : Grille de lecture de la posture de défense en fonction des dépenses militaires (Source PWC)

Cette matrice nous aide à lire l'utilisation des moyens de forces, d'après les données publiées par le SIPRI⁴ nous pouvons positionner les nations en fonction de leurs budgets alloués à la défense. Les 29 pays de l'OTAN ont en moyenne dépensés 1,44% de leur PIB ces 5 dernières années (2013 à 2017). Ceci confirme le rôle de « Partenaire de Coalition Internationale ». Bien que membre majeur de l'organisation transatlantique, la France adopte une position ambivalente, avec à la fois un rôle d'influence mais aussi de contrainte. En effet, le budget de défense de la France ces 5 dernières années représente 2,3% du PIB.

Cette position de la France comme force de contrainte, principalement basée sur l'aspect opérationnel de nos moyens est confirmée par la vente de nos technologies militaires. D'après le SIPRI, la position de la France comme fournisseur de moyens de défense reste marginal au sein des 40 nations majeures importatrices de dispositifs de défense, y compris dans la sphère d'influence historique de la France. (Cf Tableau 2)

⁴ Stockholm International Peace Research Institute.

Note: Percentage of total is rounded to 1 decimal (except for percentages over 10 which are rounded to whole numbers).

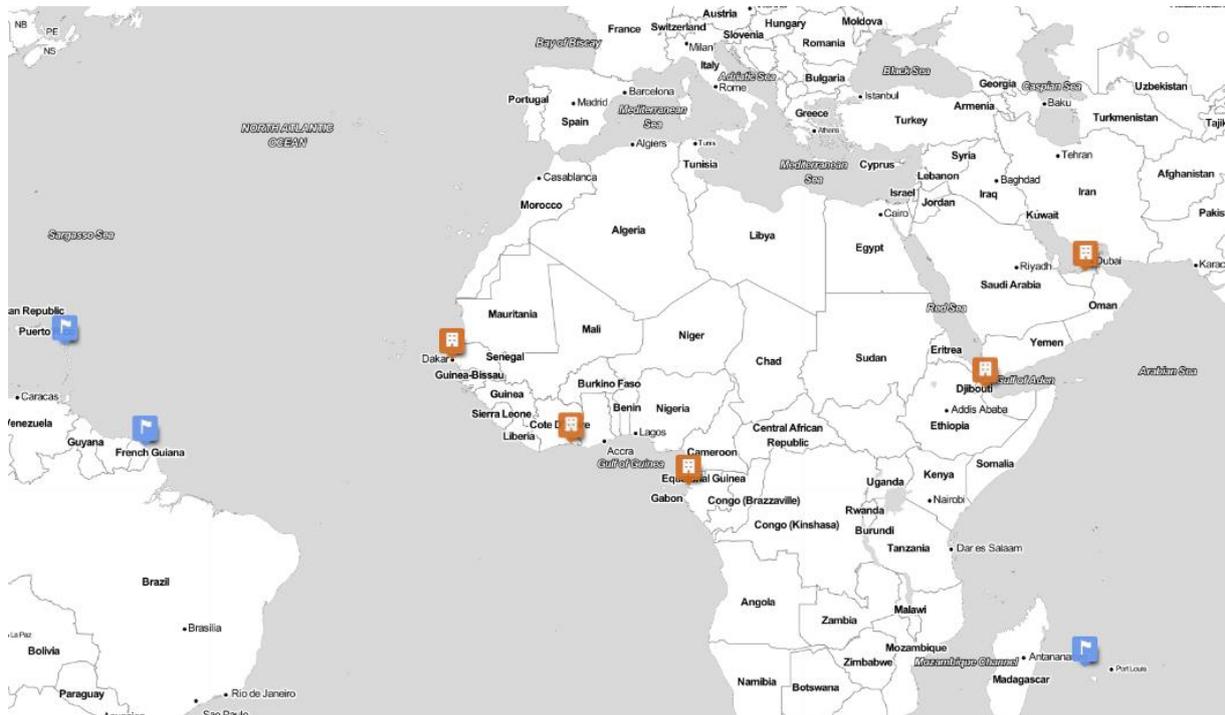
Importer	Share of arms imports (%)		Per cent change from 2007-11 to 2012-16	Main suppliers (share of importer's total imports, %), 2012-16		
	2012-16	2007-11		1st	2nd	3rd
1 India	13	9.7	43	Russia (68)	USA (14)	Israel (7.2)
2 Saudi Arabia	8.2	2.9	212	USA (52)	UK (27)	Spain (4.2)
3 United Arab Emirates	4.6	3.1	63	USA (62)	France (12)	Italy (6.5)
4 China	4.5	5.5	-11	Russia (57)	Ukraine (16)	France (15)
5 Algeria	3.7	3.9	4.7	Russia (60)	China (15)	Germany (12)
6 Turkey	3.3	2.5	42	USA (63)	Italy (12)	Spain (9.3)
7 Australia	3.3	3.8	-6.8	USA (60)	Spain (23)	France (8.2)
8 Iraq	3.2	1.6	123	USA (56)	Russia (23)	S. Korea (9.3)
9 Pakistan	3.2	4.8	-28	China (68)	USA (16)	Italy (3.8)
10 Viet Nam	3.0	1.1	202	Russia (88)	Belarus (3.5)	Ukraine (2.8)
11 Egypt	3.0	1.9	69	USA (40)	France (40)	Germany (6.0)
12 United States	2.5	3.7	-26	Germany (21)	UK (12)	France (9.4)
13 South Korea	2.5	5.4	-49	USA (60)	Germany (30)	Israel (5.2)
14 Indonesia	2.1	1.3	70	UK (20)	USA (15)	Russia (14)
15 Taiwan	2.0	0.3	647	USA (99.8)	Germany (0.1)	Italy (0.1)
16 Singapore	1.8	3.7	-47	USA (74)	Italy (5.7)	Sweden (4.9)
17 Venezuela	1.6	2.0	-17	Russia (74)	China (18)	Ukraine (2.8)
18 Bangladesh	1.5	0.2	681	China (73)	Russia (13)	USA (5.2)
19 Israel	1.4	1.4	12	USA (52)	Germany (36)	Italy (12.4)
20 United Kingdom	1.4	1.9	-22	USA(77)	France (7.1)	Israel (6.6)
21 Azerbaijan	1.4	0.8	75	Russia (69)	Israel (22)	Belarus (3.6)
22 Qatar	1.3	0.4	245	USA (68)	Germany (18)	Switzerland (6.3)
23 Oman	1.3	0.2	692	USA (35)	UK (23)	France (12)
24 Morocco	1.2	1.4	-2.7	USA (44)	France (34)	Netherlands (18)
25 Italy	1.1	1.0	27	USA (64)	Germany (19)	Israel (6.2)
26 Japan	1.1	1.9	-39	USA (90)	UK (5.3)	Sweden (2.6)
27 Canada	1.0	1.2	-10	USA (73)	Netherlands (20)	Sweden (4.0)
28 Greece	1.0	3.2	-67	Germany (71)	USA (14)	France (10)
29 Kuwait	0.9	0.4	175	USA (91)	Russia (3.6)	Austria (1.8)
30 Afghanistan	0.9	1.2	-15	USA (59)	Russia (27)	Brazil (6.6)
31 Myanmar	0.9	0.8	23	China (70)	Russia (19)	Belarus (4.5)
32 Thailand	0.9	0.3	212	Ukraine (25)	Sweden (19)	USA (14)
33 Mexico	0.8	0.3	184	USA (56)	Spain (11)	France (11)
34 Brazil	0.8	0.9	-3.1	USA (25)	France (18)	Germany (15)
35 Finland	0.8	0.3	175	USA (29)	Norway (23)	Italy (17)
36 Kazakhstan	0.7	0.2	269	Russia (76)	Spain (7.3)	Ukraine (6.9)
37 Poland	0.7	1.5	-52	Germany (24)	Finland (20)	Italy (16)
38 Netherlands	0.6	0.8	-13	USA (37)	Romania (24)	Italy (17)
39 Jordan	0.6	0.7	0.7	Netherlands (44)	USA (29)	UAE (9.4)
40 Turkmenistan	0.6	0.2	177	Turkey (36)	China (27)	Russia (20)

^a Figures show the change in volume of the total arms imports per importer between the 2 periods.

Tableau 2: 40 pays les plus importants importateur d'armement, ainsi que leurs fournisseurs 2012-2016 (Source SIPRI)

En plus de la position marginale dans le marché de la défense, nous pouvons constater sur cette carte issue du ministère de la défense, que les bases militaire françaises en dehors des territoires d'outremers, se focalisent uniquement sur l'Afrique, et plus récemment aux Emirats-Arabis Unis depuis 2009 (pictogramme orange sur la carte 1). La présence, et la

bienvenue des forces françaises aux Emirats-Arabis Unis, est selon certains experts qu'un anxiolytique face à la puissance iranienne.



Carte 1 : La présence militaire française dans le monde (source : Ministère de la Défense)

Néanmoins cette position de déploiement de force est mise à mal à la fois au Sénégal avec la rétrocession de la base militaire de Dakar en 2010. Ce même phénomène a été observé à Djibouti en 2015, rétrocédant le centre d'Artia limitant les positions des Forces Françaises stationnées à Djibouti (FFDj). La perte progressive des positions de force ouvre la porte aux intérêts stratégiques et économiques de puissance antagoniste à la France. En février 2018, le Spiegel explique comment Djibouti est devenu la porte d'entrée de la Chine vers l'Afrique, à la fois militairement et économiquement.

Cependant, la France dispose pour l'instant d'un atout majeur qui est son porte avion Charles de Gaulle, permettant le déploiement des forces françaises dans un large rayon géographique. L'avantage concurrentiel est actuellement mis à l'épreuve, car comme l'explique l'amiral Christophe Prazuck, chef d'état-major de la marine, au sujet des portes avions « *Les Chinois veulent en construire quatre, les Britanniques vont en avoir deux. C'est un outil militaire, mais aussi un outil politique, et qui permet d'agréger nos partenaires européens* ».

L'influence par le sens : l'exemple russe

En opposition, ou complément de l'influence par la légitimité, nous pouvons prendre comme exemple l'influence par le sens.

Toujours dans l'exemple de l'islamisme radical, la République Fédérale de Russie annonce un ton ferme et sans ambiguïté face à l'islamisme radical, notamment au travers de cette vidéo du président Putin en 2002. En 2013, avant l'intervention militaire en Syrie, le Kremlin adopte une dialectique du sens. Car d'une manière méthodique, le pouvoir russe s'engage dans une bataille contre DAESH, et cible tout d'abord les convois de contrebande, avant la suite de victoires opérationnelles. Outre les intérêts militaires, la Russie s'impose rapidement comme partenaire central, indispensable, et inévitable dans l'influence au Moyen-Orient, notamment en organisant les discussions de Minsk en Septembre 2017, et Astana en 2018. D'après la

matrice de lecture PWC, et les données du SIPRI, la Fédération de Russie à dépensée en moyenne 4,5% de PIB dans les secteurs de la défense ces 5 dernières années, se positionnant ainsi comme « *Projecteur de Puissance Global* ». Nous pouvons comprendre que la stratégie d'influence par le sens, en addition du « *showroom* » qu'offre le théâtre syrien permettrais une expansion technologique, économique, et diplomatique de la Russie. Le 7 juin 2018, dans la retranscription de « *La ligne Directe avec le président Poutine*⁵ » le président Putin répondant à Kirill Kleymenov expliquant l'utilisation des nouvelles armes russes sur le théâtre syrien, et abordant brièvement les MHDs⁶.

Les résultats de cette approche sont rapidement visible, tout d'abord la commande de la part de la Turquie du système de protection antibalistique Russe S-400 (avril 2018), qui menace l'axe atlantiste de l'OTAN. Étant donné que la Turquie représente la seconde puissance militaire humaine de l'OTAN, juste après les USA. La mise à disposition de ce type de matériel offrirait un accès indirect aux informations techniques et technologiques militaires des membres de l'OTAN (signaux aériens, marquage radar, mouvements aériens) permettant ainsi une amélioration du S-500 actuellement en test. Ces mêmes systèmes défensifs russes ont été commandés par l'Iraq, et l'Arabie Saoudite, marquant ainsi une perte d'influence des capitales occidentales, principalement américaine, britannique et française, au proche et Moyen-Orient.

Enfin le dernier point, est relatif au chasseur militaire de haute technologie Lockheed Martin Corp F-35. Ce chasseur furtif dont le cout de développement aurait dépassé les 406 milliards de dollars US (USD) d'après le Financial Times. Equipé de toutes les dernières avancées technologiques, le F-35 annonce de nombreuses promesses, et avantages tactiques et stratégique. Cependant la Russie développe également la cinquième génération de chasseur, le Sukhoi PAK FA, appelé aussi Sukhoi 57 (SU-57). Le SU-57 serait actuellement en test sur le théâtre syrien, et plus précisément depuis la base de Lattaquié/ Khmeimim d'après le très sérieux OPEX360, et les renseignements israéliens.

Le fait de perdre progressivement des positions sur les marchés de dispositif défensifs (missile antibalistique S400) les Etats-Unis, et leurs alliés risquent de perdre également des opportunités sur les dispositifs offensifs, notamment le chasseur militaire F-35, qui serait moins performant que le SU-57.

La position incertaine de la France sur l'échiquier mondial

La présence géographique de la France semble servir les intérêts de l'OTAN, et des coalitions de circonstances dont le plus grand acteur est les États-Unis. Ces derniers appliquant avec pragmatisme la doctrine de Lord Palmerston, selon laquelle « *Il n'y a pas d'amis ou d'ennemis permanent, mais simplement des intérêts permanent* ». La position suiviste de la France dans les positions atlantistes risque de dégrader la position cognitive de la France passant d'une puissance de contrainte géographique, à celle d'autodéfense du territoire (notamment vis-à-vis de l'immigration massive). N'oublions pas que l'idéologie de Brzezinski qui fut membre du très influent think-tank RAND Corporation⁷

⁵ Le président Poutine répondant en direct aux questions de ses citoyens et diffusé sur Channel One, Rossiya 1, Rossiya 24, la télévision publique russe, ainsi que les radios russes telles que Mayak, Vesti FM et Radio Rossii.

⁶ Armes Magnétohydrodynamique – soulevé par le président russe comme armes d'avant-gardes « авангард ».

⁷ RAND est l'acronyme des termes anglais *Research ANd Development* (recherche et développement). Doté d'un budget de 274 millions de dollars en 2017. Influençant la politique étrangère, la défense (Pentagone) et l'économie américaine.

« La primauté mondiale et l'hégémonie des Etats-Unis dépend directement du temps qu'ils mettront à imposer leur domination sur le continent eurasiatique. » - Brzezinski

La question reste ouverte quant à la place de la France sur l'échiquier mondial, et aux intérêts que nous pourrions partager avec nos alliés. Rappelons que la France membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU, puissance nucléaire, pays des droits de l'homme, ne peut pas garder cette position cognitive de suivisme. Car comme le General de Gaulle écrivait dès le 17 septembre 1958 dans un mémorandum adressé aux Américains et aux Britanniques "L'OTAN ne correspond plus aux nécessités de notre défense", aujourd'hui nous devons définir quelles sont les nécessités de défense et de stratégie d'une puissance moyenne comme la France, afin de savoir comment nous positionner sur l'échiquier mondial, soit comme un pion, un fou, ou un roi.